

Discours de François Hollande à Vincennes le 15 avril 2012

Mes chers amis, j'entends la clameur. Je mesure la ferveur. J'imagine demain le bonheur qui pourrait être le nôtre si nous y parvenons, vous et moi, à la victoire, le 6 mai. Nous sommes nombreux, très nombreux, innombrables même, ici à Paris, rassemblés pour appeler les Français au changement. Aujourd'hui à une semaine du premier tour, nous leur demandons de faire le choix, de nous donner la force nécessaire pour être demain le prochain président de la République. Déjà le soleil luit. Il ne chauffe pas encore. Il arrive ! Nous sommes ici à Paris parce que c'est notre capitale, qui symbolise pour le monde entier la Révolution française, les libertés, la culture, le rayonnement de la France. Nous sommes ici à Paris parce que c'est là, tant de fois, que s'est écrite l'histoire de la France, l'histoire de la République, l'histoire de l'Europe et même l'histoire du monde. Nous sommes ici à Paris parce que c'est là que Bertrand Delanoë a produit le grand changement, il y a onze ans, à Paris, désormais dirigée par la Gauche. Bel exemple de ce que nous devons faire pour l'ensemble du pays !

Mes chers amis, le moment approche. Les Français vont déterminer leur destin. C'est un choix exceptionnel, dans un moment exceptionnel, que de désigner celui qui va diriger la France, au moment où la crise est là, où l'Europe est faible et où la France a été amoindrie. Je veux vous dire ma confiance. Je sens monter – et vous aussi – un grand espoir, un espoir des profondeurs de notre pays, de vous, un espoir calme, un espoir ferme, un espoir lucide, l'espoir du sursaut, l'espoir du redressement, l'espoir de la justice, l'espoir de la jeunesse de France, qui est là et qui nous encourage !

Je mesure aussi les obstacles qui restent, les embûches devant nous et même les pièges, d'ici le 22 avril. Nous avons d'abord à vaincre le fatalisme, la résignation et le découragement qui nourrissent l'abstention. Ce retrait civique qui empêche bon nombre de nos concitoyens qui auraient tout intérêt au vote et qui s'en détournent alors qu'ils pourraient exprimer le dernier droit qu'il leur reste.

Jusqu'au bout, je vous le promets, j'irai chercher tous ces électeurs pour les sortir de leur isolement, de leur doute, de leur repli et pour les appeler, fièrement, à construire leur avenir ensemble avec nous.

Nous avons aussi à convaincre les Français qui veulent sincèrement le changement sans savoir encore comment l'exprimer. Je leur dirai de ne pas se disperser, de ne pas se réfugier dans des votes sans lendemain, ou pire encore, de se perdre dans un vote indigne de la grandeur de la République. Je n'admets pas qu'une partie de notre jeunesse, parce que désespérée, puisse être tentée, par lassitude, par frustration, d'aller dans cette dérive. Nous nous y opposerons de toutes nos forces !

J'entends, à mesure que je traverse la France, les colères qui tonnent contre l'accumulation des injustices, contre les désordres du monde, contre le saccage de la planète, contre le cynisme des marchés. Il me revient, parce que je suis le candidat de la Gauche, de les exprimer, de les porter. Mais parce que je suis le candidat de la Gauche qui veut diriger la France, je dois traduire ces colères en actes de gouvernement. C'est ma responsabilité, revendiquée hautement, fièrement, le devoir de présider la France pour la faire avancer. Et de refuser la surenchère, la suspicion et la division.

La Gauche, elle est diverse ; elle ne sera pas désunie. C'est le pari de la Droite. Il sera perdu. La Gauche se rassemblera, toute entière ! Les électeurs le veulent ! Et nous porterons cette exigence de rassemblement. Nous ferons tout pour le réaliser au premier tour. Et je rappellerai ce qu'écrivait François Mitterrand il y a exactement 31 ans, jour pour jour, à la veille lui aussi d'un premier tour, en 1981. « Candidat des socialistes, je suis aussi le seul candidat de Gauche qui soit en mesure de l'emporter. Et je serai fort dans le scrutin du premier tour pour permettre de conduire le changement. Et c'est pourquoi je demande - disait François Mitterrand - à ceux qui veulent le changement, à ceux qui veulent une autre politique - et disait-il lui aussi à cette époque - un autre président, de me donner, dès le premier tour, tous les moyens de gagner l'élection présidentielle. »

Allons-nous faire, 31 ans après, ce que d'autres générations ont fait avec François Mitterrand ? Je dis oui ! Nous le ferons.

Nous avons aussi à conjurer les peurs. La Droite les agite, faute de pouvoir elle-même susciter l'adhésion. Peur de l'étranger, peur de l'assisté, peur de l'impôt, peur du désordre, peur des marchés et même peur de la Gauche.

La Droite n'a jamais fait autrement quand elle est menacée. Elle y avait réussi ; c'était en 1968. Elle n'avait pas pu convaincre en 1981. Alors elle tente de nouveau l'aventure. Elle coalise les craintes. Elle agite les spectres. Elle attise les fantasmes. Le candidat sortant connaît sans doute la difficulté de sa situation. Il doit en être informé. Alors il n'est pas regardant sur les arguments susceptibles d'effrayer les Français. Il a prétendu que j'allais régulariser tous les sans papiers. C'est faux. Augmenter tous les prélèvements. Ça, c'est lui : il l'a fait pendant cinq ans ! Pour faire bon poids, il a allégué que je voulais sortir du nucléaire. C'est une fable. Il a même assuré être allé, lui-même, à Fukushima pour faire une étude géologique comparée avec Fessenheim. Vérification faite, il n'y est jamais allé. Eh bien il y retournera !

•

Oui, après avoir asséné tant de contrevérités et avoir menacé le pays de tant de cataclysmes ou de catastrophes, le voilà qui annonce maintenant que la perspective de notre victoire - souhaitons-la - affolerait les marchés. Pour l'instant il n'y a que lui qui s'affole. Les marchés, eux, restent impassibles. Il veut les réveiller. Curieuse

conception de la responsabilité pour un président : appeler la spéculation à l'aide pour empêcher l'alternance ! Il n'y parviendra pas car le peuple français a toujours le choix. C'est lui qui décide. Il est libre. Il est souverain. Et en appeler à la peur, c'est déjà battre en retraite. Et le voilà maintenant engagé dans une ultime manœuvre. Il convoque la majorité silencieuse à sa rescousse. Celle des travailleurs contre les chômeurs, des ouvriers contre les assistés, des Français contre les étrangers, la province contre Paris, les ruraux contre les banlieues, les sans voix contre les élites. Mais cette France, toute cette France, ici, elle est rassemblée, elle est réunie, elle n'est pas divisée.

Je ne connais qu'une seule France, celle qui est fière de son unité, qui détermine pacifiquement, tranquillement son avenir. Et je récuse cette façon pernicieuse de dresser la moitié de la France contre l'autre comme si elles n'avaient pas, chacune d'entre elles, la même volonté de servir le pays, avec loyauté et avec fidélité. Il n'y a pas d'un côté une minorité bruyante et de l'autre une majorité silencieuse. Il y a simplement l'expression, à un moment, dans une élection, de l'expression de la volonté générale à travers le suffrage universel. Le bulletin de vote est la plus belle prise de parole qui soit. Et la seule majorité que je connaisse, c'est celle qui se dégage des urnes. Et cette majorité tranquille, cette majorité confiante, cette majorité décidée à prendre en main la conduite du pays, cette majorité populaire, dimanche prochain, ce sera nous !

Cette majorité, je vous l'assure, ne sera pas silencieuse ; elle sera audacieuse. Ce sera la grande, la belle majorité du changement et elle aura un seul visage, le visage de la France. Mais parmi les embûches encore qui sont devant nous, d'ici le premier tour et même pour le second, nous avons aussi à nous méfier de nous-mêmes, repousser l'anesthésiante euphorie, celle qui voudrait que nous ayons gagné avant que le premier bulletin de vote n'ait été glissé dans l'urne. Cette anesthésie qui confond sondages et élections, prédictions et scrutins, pronostics et résultats. Alors nous aurions perdu la mémoire ? Nous n'avons pas assez payé le prix de ces illusions pour y succomber de nouveau ? Ne nous laissons pas engourdir par les fausses évidences, les coupables servitudes, ou même les tentations des plus empressés de se partager des postes, alors que c'est le peuple français qui nous donnera la responsabilité du pays.

Non, une victoire, elle ne se proclame jamais. Elle se mérite ; elle se conquiert ; elle s'arrache. Et c'est notre tâche, la mienne et la vôtre. J'ai reçu de vous – c'était au mois d'octobre dernier – une mission. Je m'y tiens. Vous m'avez demandé de vous rassembler. C'est fait. De réaliser l'alternance. Ça vient. Et de réussir le changement. C'est demain. Je ne me suis pas détourné de cet objectif. J'ai tenu mon cap, imposé ma cohérence, démontré ma constance. J'ai résisté aux polémiques grotesques, aux attaques insidieuses, aux dénigrements ridicules. Il y a eu, comme toujours, des fluctuations. Je n'ai jamais douté. Il y a eu des épreuves. Je pense à Toulouse, à Montauban. Nous avons veillé au respect des douleurs des familles et salué le travail des forces de sécurité. Mais rien ne nous a détournés de notre combat. Nous n'avons rien caché non plus de nos intentions. J'ai présenté, c'était à la fin du mois de janvier, au Bourget – et vous étiez déjà là – mes 60 engagements. Ils ont été

évalués, chiffrés, commentés mais heureusement diffusés par vous, quand le candidat sortant a préféré exposer ses propositions dans l'improvisation, le désordre, l'inconséquence. Le voilà qui promet – c'était hier ou avant-hier, je ne sais plus – en une après-midi en Corse, un milliard d'euros. Heureusement qu'il n'y est pas resté plus longtemps !

Nous, ce n'est pas notre méthode. Nous n'inventons pas des propositions au fur et à mesure de la campagne. Et d'ailleurs si ces propositions sont bonnes, ce qui reste à démontrer, pourquoi ne les a-t-il pas réalisées déjà ? Et si elles ne le sont pas, pourquoi lui donner cinq ans de plus pour les engager ? J'ai décrit aussi, par le souci qui m'anime de clarté et de transparence devant les Français, ce que seraient les premières semaines, les premiers mois de notre action, quand le candidat sortant cache ses intentions et son projet. Bref, je l'ai dit et je le répète devant vous : aujourd'hui, je suis prêt, prêt à vous représenter au second tour de l'élection présidentielle. Prêt à gagner, le 6 mai, et prêt enfin à présider la France.

Reste l'essentiel dans une démocratie, c'est le vote et c'est le sens de l'appel aux Français que je lance aujourd'hui, ici, à Paris. Mes compatriotes, il faut d'abord venir voter. Votez pour vous-mêmes. Votez pour la République. Votez pour la France, mais venez voter. Je vous appelle aussi à prononcer un jugement sévère sur le quinquennat qui s'achève. La sanction est légitime, elle est nécessaire, elle est même morale. Tant de promesses non tenues, tant de décisions non réfléchies, tant de comportements non maîtrisés, tant d'échecs non assumés, qui justifient un mandat non renouvelé et un quinquennat non reconduit. C'est la règle. Et il n'y a pas de ma part quelque vindicte que ce soit. Je n'ai aucune revanche à prendre, aucun ressentiment. J'affirme simplement l'évidence.

Pourquoi prolonger ce qui a failli ? Pourquoi continuer avec de si piètres résultats ? Pourquoi poursuivre dans un sens qui n'est pas le bon et avec une méthode qui est la pire ? Voilà ! Il faut d'abord en finir avec le quinquennat qui s'achève, tourner la page, clore la parenthèse, fermer le ban. Je sens que beaucoup de Français le veulent, me le disent avec insistance, avec constance et parfois avec véhémence. Mais l'appel que je lance n'est pas simplement le rejet d'un candidat sortant, c'est de porter un projet pour la France. Ma responsabilité est plus élevée. Il ne suffit pas de récuser une équipe, une majorité, un président sortant, de condamner un bilan. Ma responsabilité, c'est d'ouvrir un nouveau temps, de distribuer une nouvelle donne et de fixer une nouvelle frontière, pour une nouvelle France qui doit espérer demain dans son destin !

L'enjeu de cette élection c'est la France, et d'abord sa jeunesse ! Entendez son souffle, entendez sa force, entendez son impatience ! Cette jeunesse doit retrouver confiance en elle, trouver toute sa place dans son propre pays. Je parle de toute la jeunesse dans sa diversité, celle des quartiers, celle qui nous offre les visages colorés de la République, qui est une chance pour la France et non pas un fardeau comme certains voudraient le dire !

C'est pourquoi j'ai affirmé que la grande priorité du prochain quinquennat sera l'école, l'éducation. Je revendique les 60 000 postes d'enseignants, de surveillants, d'assistantes sociales, d'infirmières, de tous ces personnels qui assureront l'avenir de nos enfants, et d'abord au début de leur vie scolaire, en maternelle et en primaire, et notamment dans les quartiers et dans les filières qui ont été sacrifiées par tant de suppressions de postes. Aucun enfant de la République ne sera oublié, délaissé, abandonné ! Voilà l'engagement que je prends ici devant vous.

Voilà pourquoi, aussi, j'ai lancé la belle idée du contrat de génération, que j'ai réaffirmé 150 000 emplois d'avenir et le parcours d'autonomie pour les jeunes. Parce que je veux faire accéder une génération à l'activité, aux responsabilités, à la dignité et à la réussite. Et c'est dans le même esprit que je veux assurer la transition écologique, énergétique, pour que nous transmettions à la génération qui arrive non pas une dette, comme c'est le cas aujourd'hui, mais un crédit sur lequel elle puisse elle-même investir pour son avenir.

L'enjeu de cette élection, c'est le redressement de la France. La France, ce n'est pas simplement la crise qui l'a affaiblie, c'est une suite de politiques incohérentes faites d'abandons industriels et de cadeaux fiscaux irresponsables parce qu'injustes. Le défi qui nous attend est immense, et je le mesure : réduire la dette, rééquilibrer nos comptes, renforcer nos filières industrielles, l'automobile, la sidérurgie — je sais qu'il y a ici des salariés d'Arcelor Mittal et je les salue —, rétablir notre compétitivité, donner à nos entreprises plus de moyens pour investir. Bref, c'est une mobilisation générale qu'il faudra décréter, comme à d'autres périodes de notre histoire.

Nous aurons à dominer la finance, à faire la réforme des banques, à séparer les activités de dépôt des activités de spéculation, à interdire les produits financiers qui n'ont pas leur place dès lors qu'ils offrent aux marchés des moyens et des instruments pour affaiblir les Etats. Nous aurons, pour relever ce défi, besoin de tous, de l'Etat, des collectivités locales mais aussi des entreprises et des partenaires sociaux. C'est la raison pour laquelle nous créerons une banque publique d'investissement, nous soutiendrons les PME, nous ferons confiance aux territoires par un nouvel acte de décentralisation. Et nous respecterons les partenaires sociaux, aussi bien les organisations patronales — nous ne le maudissons pas — que les syndicats, que nous respectons. Nous élargirons la démocratie dans l'entreprise en permettant la représentation des salariés au conseil d'administration des grandes entreprises pour être informés de ce qui se passe dans les lieux de production.

Nous avons de nombreux atouts. La vitalité démographique à condition que nous donnions à la jeunesse la place qu'elle attend, mais aussi le niveau de notre épargne qui est l'un des plus élevés d'Europe et qui nous permettra, si nous en faisons bon usage, de nous libérer des marchés financiers ou en tout cas de leur influence. Le patrimoine des Français est six fois supérieur à la dette publique. La France n'est pas en faillite, même si ce sont ses dirigeants qui ont failli ! Mon projet, c'est de mobiliser l'épargne des Français au service du redressement de notre pays. C'est

ma proposition de doubler le plafond du Livret A pour qu'il y ait davantage de fonds qui s'investissent dans les logements sociaux et dans les constructions. C'est ma proposition de créer un nouveau livret d'épargne pour que les fonds qui seront déposés soient mis à la disposition de la banque publique d'investissement et des PME pour investir, pour embaucher, pour exporter. Oui, voilà la belle idée, mettre l'épargne des Français, chacun de vos placements, au service de la croissance pour tous !

Et cela vaut aussi pour l'Etat. Je souhaite que les obligations européennes soient créées, que les citoyens puissent y souscrire. C'est au peuple d'investir dans les grands projets d'un pays ou de l'Europe, et pas simplement aux marchés financiers. C'est à nous qu'appartient le patrimoine de nos écoles, de nos services publics, de nos universités. C'est un bien commun, et ce bien ne doit pas appartenir aux marchés.

L'enjeu, c'est aussi l'égalité, l'âme de la République. L'égalité devant l'impôt. Nous la ferons, cette réforme fiscale tant attendue qui appellera la contribution de chacun en fonction de sa fortune ou de ses revenus ! Ceux du capital seront imposés comme ceux du travail. Nous plafonnerons les niches fiscales. Nous rétablirons l'impôt sur la fortune. Nous modulerons l'impôt sur les sociétés selon la taille de l'entreprise ou selon que le bénéfice est réinvesti ou distribué aux actionnaires. Nous n'accepterons pas des rémunérations indécentes. Et celles et ceux qui menacent de quitter le territoire devraient comprendre que leur premier devoir est de servir leur pays, surtout quand ils sont les principaux dirigeants !

L'enjeu, c'est l'égalité. L'égalité devant la protection sociale, devant la santé. L'hôpital public sera de nouveau considéré comme un service public et pas comme une entreprise ! Nous lutterons contre les dépassements d'honoraires, éviterons les déserts médicaux, rémunérerons différemment les médecins de ville pour leur permettre de s'installer là où c'est difficile.

Nous ferons l'égalité aussi dans l'accès à la retraite. Ceux qui sont entrés tôt dans la vie professionnelle doivent pouvoir partir à 60 ans quand ils ont leurs annuités !

L'égalité, l'égalité toujours. Egalité entre les femmes et les hommes. Lorsque pour le même travail, le même diplôme, il n'y a pas la même rémunération, nous corrigerons cette humiliation qui frappe tant de femmes dans les entreprises. Nous lutterons contre toutes les discriminations, discriminations à l'embauche quand on vient de certains quartiers, discriminations qui frappent aussi les personnes handicapées. Et nous lutterons aussi contre toutes les discriminations par rapport à l'orientation sexuelle. Ce sera le droit au mariage pour tous ! Voilà l'esprit d'égalité.

L'enjeu en 2012, c'est la République. Exemplarité de l'Etat, fin des protections, justice indépendance, impartialité dans les nominations, et charte éthique au sommet et l'Etat — ça nous changera !

L'enjeu c'est la République et donc c'est la laïcité, qui devra être promue comme une grande valeur autour de laquelle un pays doit se rassembler et non se diviser !

L'enjeu en 2012 c'est aussi la France en Europe et dans le monde. Nous sommes attendus ! Et je sais ici qu'il y a des hommes et des femmes qui viennent loin : d'Allemagne, d'Espagne, et on m'a même dit de Suisse ! Partout, en Europe et ailleurs, on attend le vote de la France, on espère le changement. Chacun sait que si je suis demain le président de la République, il y aura une renégociation du traité, que l'austérité ne sera pas la seule norme, la seule règle, que la croissance sera portée.

Oui, c'est un vote européen que vont faire les Français ! Décider non seulement de leur avenir, de leur destin, mais aussi de celui de leur continent. Je leur rappelle : ce qui va se décider maintenant va conditionner pour longtemps la direction de l'Europe. Nous sommes également attendus partout dans le monde, de l'autre côté de la Méditerranée, au Maghreb, en Afrique, où l'on attend du respect de nous, de la solidarité et en même temps aussi de la dignité et de la lutte intransigeante contre toutes les corruptions, et pour que la démocratie ne soit pas simplement une valeur de circonstance, mais une valeur universelle proclamée partout.

Oui, nous savons aussi les graves situations qui existent au Sahel, en Syrie, en Iran, et nous prendrons nos responsabilités. Que le monde soit bien informé : la France sera toujours présente là où il s'agit de défendre la démocratie, de lutter contre la prolifération nucléaire, ou d'éviter les désordres du monde – y compris sur la grande question climatique, nous reprendrons l'initiative et l'offensive ! Sur l'Afghanistan, j'ai dit clairement – et ce serait la première décision que j'aurai à prendre à nom du peuple français s'il m'en donne mandat – que nous retirerons nos troupes et qu'à la fin de l'année, la mission sera considérée comme accomplie.

L'enjeu, je vous l'ai dit, c'est la France. Et la Gauche doit être à la hauteur de la France elle-même. C'est quand la Gauche rencontre l'histoire de notre pays qu'elle réalise de grandes choses, dans de grandes heures. La grandeur de l'histoire, ce sont les journées révolutionnaires de 1789, de 1830, de 1848, de 1871 où les plus humiliés, les plus humbles ont pris en mains leur destin. Ce n'était pas encore la Gauche, mais c'était déjà le mouvement, c'était déjà la République en marche ! La grandeur de l'histoire, c'est lorsque la République elle-même a apporté au peuple de France la liberté, l'égalité et offert à tous les peuples du monde ce que nous avons de plus cher : l'esprit des Lumières. La grandeur de l'histoire, c'est Léon Blum qui avec le Front populaire a permis à tous les travailleurs de France de relever la tête et de partir enfin en congé. La grandeur de l'histoire, c'est la Résistance – ces femmes et ces hommes qui sauvèrent l'honneur de la Patrie. Et je pense à Raymond Aubrac aujourd'hui qui vient de rejoindre sa femme Lucie. Honneur à ces hommes et à ces femmes qui n'étaient pas tous de gauche mais qui ont servi la France et la République ! La grandeur de l'histoire, c'est aussi Pierre Mendès France qui en sept mois de gouvernement fit davantage pour la France que tant d'autres en cinq ans. La grandeur de l'histoire, c'est François Mitterrand qui fit de l'alternance une chance pour la France et pour l'Europe. La grandeur de l'histoire, c'est Lionel Jospin et les grandes avancées économiques et sociales de son gouvernement. Eh bien la grandeur de l'histoire, ce sera demain, c'est-à-dire dans une semaine, dans trois semaines, de prolonger ensemble la marche vers le progrès, vers les conquêtes,

vers la fierté ! La grandeur de l'histoire, ce sera pour nous de renouer le fil, d'écrire la suite de la belle, de la grande aventure de la République !

La France est une grande Nation, au génie si particulier. Je refuse l'idée qu'elle devrait devenir quelque chose d'autre, qu'elle se soumette, qu'elle ressemble à un modèle étranger. Nous n'avons pas à copier les autres, pour lesquels nous avons du respect et de la reconsidération. Nous n'avons pas à regarder de l'autre côté du Rhin ou de l'autre côté de l'Atlantique. Nous avons simplement à nous regarder nous-mêmes, à regarder notre histoire et à savoir que nous avons toujours été capables de surmonter nous-mêmes les épreuves.

La France n'est pas un problème, elle est la solution. Pendant tous ces mois où j'ai fait campagne en votre nom, j'ai mesuré la responsabilité qui serait la mienne si les Français m'accordaient leur confiance. Je vous l'ai dit : je suis prêt à présider la France ! Et je veux vous dire comment. Je serai le président d'une République qui sera plus forte que les marchés, d'une France qui sera plus puissante que la finance. Je n'ignore rien des difficultés. Je sais aussi ce qu'une politique imprudente pourrait nous conduire à supporter. Je ne méconnais pas les forces qui sont autour de nous. Je sais ce que sera la difficulté de la tâche. Mais je ne me soumettrai pas !

J'ai des propositions qui permettent à la fois de tenir nos engagements, d'avoir le sérieux nécessaire, de respecter les disciplines indispensables et, en même temps, d'ouvrir un nouveau chemin pour la croissance, pour la justice, pour la solidarité, pour la jeunesse de France.

Je serai le président de la fin des privilèges, ceux de l'Etat, des puissants, de l'argent. Je refuse que pendant que certains s'enrichissent sans limite et s'accordent des rémunérations scandaleuses, la pauvreté s'aggrave, que 8 millions de nos compatriotes vivent en dessous du seuil de pauvreté, que la précarité s'étende, que certains ne sachent pas ce qu'ils vont pouvoir faire non plus à la fin du mois, mais au milieu. Oui, je n'appelle pas cela l'assistance, la générosité. J'appelle cela la solidarité nationale !

Je serai le président de la cohérence, avec un cap que je tiendrai, avec un mandat qui sera lui-même avec des étapes. D'abord le redressement, puis ensuite la redistribution de ce que nous aurons créé. D'abord des réformes structurelles, et ensuite la capacité qui sera la nôtre d'agir pour le logement, pour la santé, pour les services publics, bref, pour tout ce qui améliorera la vie de chacun – mais à la condition que nous ayons créé les richesses nécessaires.

Je serai le président de la justice. Avant toute décision qui me sera soumise, je ne me poserai qu'une seule question : est-ce que c'est juste ? Si cela l'est, je signerai. Si cela ne l'est pas, j'écarterai toute mesure qui ne sera pas fondée sur l'équité, la justice et la conscience de l'égalité.

Je serai le président de la réconciliation, parce que c'est ensemble que nous réussirons. Pendant trop d'années, et notamment les cinq dernières, les Français ont été opposés les uns les autres, ont été séparés, ont été stigmatisés. C'en est fini ! Tous les Français qui voudront s'associer à l'effort qui sera le nôtre, à l'élan que nous donnerons, seront les bienvenus. Nul ne sera écarté selon sa sensibilité, sa famille politique, chacune et chacun sera à sa place dans la France. Et chaque citoyen sera fier d'être français parce qu'il sera reconnu, respecté, considéré et regardé comme un atout pour notre pays.

Etre président de la République, c'est réunir la Nation autour d'une cause essentielle qui nous dépasse, qui nous élève. Cette cause-là, je l'ai appelée le rêve français, cette possibilité donnée à chaque génération de vivre mieux que la précédente. Eh bien quand un peuple partage un rêve, quand chacun s'associe à cette espérance, alors je vous le dis : l'espérance est crédible et le rêve est possible.

Etre président, c'est donner confiance aux Français. Etre président, c'est fixer la direction, mettre la société en mouvement. Etre président, c'est respecter les citoyens, leurs représentants, leurs corps intermédiaires, les élus de la République, les syndicats, les associations, les militants de plein de causes, les organisations gouvernementales. Bref, c'est être capable de comprendre que le pouvoir ne se conduit pas tout seul, mais se partage – sinon c'est une impuissance doublée d'une intolérance.

Dans la République, il y a ceux qui ont été mandatés par le suffrage – et le président est le premier d'entre eux. Mais moi aujourd'hui, je ne vous demande pas de m'aider. Je vous demande d'aider la France, d'aider à son redressement, d'aider à sa justice, d'aider à son espérance. Qui parmi vous n'a pas envie de participer au redressement de notre pays ? Personne ! Qui parmi vous n'a pas envie d'apporter sa contribution à une France plus juste ? Personne, parce qu'au fond de vous-mêmes, vous êtes fiers ! Vous dites : « Je suis citoyen français et je veux regarder ce que la Nation est capable de faire ». Nous sommes des patriotes. Le drapeau français ne doit pas être aimé simplement dans les stades mais quand il flotte au fronton des écoles, au milieu des quartiers les plus pauvres et comme ici, partout sur le rassemblement que nous faisons. Oui, le drapeau quand il garde l'entrée de nos tribunaux où la justice de la République est rendue, à condition qu'elle soit indépendante. Et quand notre drapeau est associé à nos brevets, à nos médecins, à nos chercheurs, à nos prix Nobel mais aussi à nos ouvriers, à nos ingénieurs, à nos entreprises, oui, nous sommes fiers d'appartenir à la Nation. Et quand notre drapeau se mêle à celui de l'Europe, nous sommes conscients de notre devoir de Nation qui doit être aussi de conduire l'Europe face à son nouveau destin.

Voilà pourquoi je suis le candidat à la présidence de la République. Maintenant c'est vous, peuple de France, qui allez décider ! Dans une démocratie, un vote vaut un vote. Ce qui compte, ce n'est pas d'être les plus riches ou les plus puissants. Ce qui compte c'est d'être les plus nombreux. Soyez les plus nombreux ! Décidez de votre

avenir ! Prenez ce pouvoir qui vous est offert, celui du vote, celui du suffrage, celui de la décision libre et consentie. Le pouvoir n'est la propriété de personne ! Le pouvoir c'est celui du peuple français qui l'exerce, des citoyens qui l'accomplissent et qui le veulent.

J'en suis sûr, rien ne nous empêchera d'arriver à l'objectif que nous nous sommes fixé si vous vous mettez en mouvement. Ne craignez rien ! Ils sont sans doute prêts à tout. Mais nous, nous sommes prêts à diriger la France ! Ils disent : « Après nous, le chaos ». Non ! Après eux, ce sera le changement ! Ils feront peur. Nous donnerons l'espoir. Ils avertiront : « Vous avez le temps ». Nous répondrons : « Non ! C'est maintenant que nous voulons venir ! ». Maintenant, maintenant en 2012 ! Nous avons trop attendu – dix ans, dix ans déjà dans l'opposition. Et depuis 1988, pas une élection présidentielle gagnée. Alors oui, nous avons le devoir de victoire !

Mon appel est clair : tous ceux qui veulent le changement doivent l'assurer dès le 22 avril ! Tous ceux qui veulent l'alternance doivent la vouloir tout de suite, dès le 22 avril !

C'est ce jour-là, ce jour-là que la France va décider de changer d'avenir, de changer de politique, de changer de président. Donnez-moi la force nécessaire, le 22, pour vous conduire à la victoire le 6 mai !

Comme à d'autres moments de notre histoire, c'est la levée en masse ! Celle des électrices et celles des électeurs. Celle des Français qui vont prendre en main leur destin. La victoire pour le redressement, la voulez-vous ? (Oui !) La victoire pour la justice, la décidez-vous ? (Oui !) La victoire pour la jeunesse, l'engagez-vous ? (Oui !) La victoire pour la France, la désirez-vous ? (Oui !) Et la victoire pour toute la République, pour la France – enfin – la voulez-vous ? (Oui !)

Alors la victoire, c'est dimanche prochain ! Avec vous, avec vous tous ! Et la victoire ce sera le 6 mai pour la France et pour la République.

Merci, merci d'être venus si nombreux ! Merci de votre enthousiasme ! Merci de votre engagement ! Merci de vos encouragements ! Rien, je vous le dis, rien ne nous arrêtera. Rien ne nous empêchera. Nous sommes là ! Nous serons là demain au service de notre pays.

Vive la République ! Et Vive la France !